



COMMUNIQUE DE PRESSE

Protection des captages : Jeunes Agriculteurs et la FNSEA alertent sur un projet de décret déconnecté des réalités des territoires, aux conséquences sous-estimées

Paris, le 12 octobre 2026

Jeunes Agriculteurs et la FNSEA réaffirment leur engagement en faveur de la protection de la qualité de l'eau potable. Cet objectif nécessite toutefois une politique sérieuse, construite avec les acteurs des territoires et assortie des moyens permettant aux agriculteurs de faire évoluer leurs pratiques et leurs systèmes de production.

Les agriculteurs sont pleinement conscients des enjeux liés à la préservation de la ressource en eau. Depuis de nombreuses années, ils s'engagent déjà dans des démarches territoriales pour améliorer la qualité de l'eau.

Cependant, les orientations réglementaires envisagées sont particulièrement engageantes pour les agriculteurs. Les seuils proposés pour déclencher les restrictions, l'insuffisant ciblage des mesures et leur durcissement immédiat vont conduire à une véritable décroissance agricole. Ils pourraient remettre en cause l'existence même de filières stratégiques localement, qui structurent l'activité économique de nombreux bassins de production, alimentent des outils industriels et génèrent des milliers d'emplois directs et indirects.

Les projets actuellement discutés conduisent à imposer des contraintes majeures aux exploitations agricoles sans qu'aient été sérieusement évaluées leurs conséquences économiques, sociales et productives.

Alors que le coût de la dépollution de l'eau potable a fait l'objet d'études approfondies, les coûts réels de la prévention à supporter par les exploitations et les filières agricoles restent très largement méconnus. Les transitions demandées entraîneront pourtant des pertes de rendement, des changements de systèmes de production, des investissements lourds et une dégradation de la compétitivité des exploitations et des filières concernées. Ces impacts doivent être objectivement évalués et pleinement pris en compte dans la définition des politiques publiques.

En outre, Jeunes Agriculteurs et la FNSEA s'interrogent sur la réalité des financements mobilisables et sur leur origine. Les efforts demandés aux agriculteurs ne peuvent être financés par redéploiement des budgets agricoles existants, notamment de la PAC, dont la vocation est d'assurer la pérennité économique des exploitations et d'accompagner la production.

Pour Jocelyn Dubost, président de Jeunes Agriculteurs : *« Les agriculteurs sont pleinement engagés dans l'amélioration de la qualité de l'eau et font évoluer leurs pratiques pour répondre aux enjeux environnementaux. Nous serons aux côtés de ceux qui devront engager de nouvelles adaptations, à condition que celles-ci soient accompagnées à la hauteur des efforts demandés. Nous déplorons que les besoins en aides à l'investissement et les impacts économiques sur les filières concernées n'aient pas encore été évalués. Il est donc indispensable de chiffrer précisément les conséquences de ce décret et d'identifier les moyens d'accompagnement nécessaires. Nous attendons également d'être prochainement associés aux échanges afin de contribuer à son évolution. »*

Pour Arnaud Rousseau, président de la FNSEA : *« Protéger durablement la qualité de l'eau est un enjeu partagé. Sa réussite passera par des solutions construites avec les agriculteurs, proportionnées aux enjeux de chaque territoire et aux financements disponibles. Aussi, il est urgent de réaliser un estimatif des coûts pour l'agriculture, de revoir les projets réglementaires conformément à la loi d'urgence agricole et d'identifier de réelles pistes d'accompagnement des agriculteurs. »*

Contacts Presse

Antoine Giacomazzo / 07 78 11 69 86 / antoine.giacomazzo@reseaufnsea.fr

Etienne Leray / 07 86 22 90 67 / eleray@jeunes-agriculteurs.fr